

Lettre ouverte en solidarité avec Mimmo Lucano

Ajoutez le nom de votre groupe ou organisation ici : <https://framaforms.org/open-letter-in-solidarity-with-mimmo-lucano-1633529603>

A l'attention de

M. Mario Draghi, président du Conseil des ministres

Mme Luciana Lamorgese, Ministre de l'Intérieur

Mme Marta Cartabia, Ministre de la Justice

En tant que groupes et organisations de la société civile, nous avons été dégoûtés par la condamnation en première instance de Domenico "Mimmo" Lucano par le tribunal de Locri et nous exprimons par la présente notre entière solidarité avec lui. Il s'agit d'une sentence honteuse et injuste, elle incarne les politiques migratoires de droite et racistes qui s'installent partout en Europe. Nous demandons au gouvernement italien et toutes les autorités concernées de disculper Domenico Lucano immédiatement ainsi que de mettre fin aux politiques migratoires hostiles qu'il pratique.

Les actions menées par Mimmo Lucano en tant que maire, étaient un exemple vivant et tangible de vie solidaire. Elles ont démontré que l'inclusion, la justice et la prestation de services sociaux sont possibles et peuvent inverser le courant de racisme et de xénophobie. Sa condamnation ne reflète pas la justice, mais met plutôt en éclairage les programmes politiques racistes qui criminalisent la solidarité et fortifient les murs de l'Europe.

Plus de 44.764 personnes sont décédées des suites des politiques militarisées menées aux frontières de la forteresse Europe depuis 1993. Des milliers d'autres sont brutalement criminalisées, réprimées et opprimées une fois arrivées en Europe - chaque jour est une lutte. Les États membres de l'Union européenne utilisent dans le cadre d'opérations financées par l'UE, des tactiques violentes et illégales pour forcer les demandeurs d'asile à rebrousser chemin au-delà des frontières qu'ils viennent de traverser. De nombreux rapports révèlent que des personnes en migration ont été battues et blessées par balle ces derniers mois lors d'opérations dites de "refoulement" menées par des hommes masqués en Croatie, en Roumanie et en Grèce. Ces opérations s'ajoutent aux tristement célèbres interceptions et refoulements effectués par les soi-disant garde-côtes libyens, financés par l'UE et formés par la marine italienne.

Les États européens ne parviennent pas à fournir des itinéraires sûrs, des abris ou autres formes d'aide aux personnes en déplacement. Ils ne réussissent pas à secourir les personnes en détresse ni à assumer leurs propres responsabilités, tout comme leur complicité en ce qui concerne les déplacements forcés de personnes. Partout, que ce soit dans les camps, les centres d'asile ou de détention et dans la rue, les personnes en déplacement s'organisent pour protester contre les conditions inhumaines, les enfermements et les expulsions et pour obtenir l'autorisation de rester, avec des perspectives d'avenir sûres et vivables. Alors que l'UE et les gouvernements européens nient toute responsabilité et s'abstiennent de respecter le droit international, les ONG, les activistes et les personnes comme Mimmo

Lucano interviennent et font preuve de solidarité en pratique. L'Europe sous-traite ses obligations internationales à la société civile.

Continuellement ces protestations se voient réprimées par l'État et la police. La solidarité est souvent criminalisée. Des navires de recherche et de sauvetage ont été confisqués et leurs équipages arrêtés. Il en va de même pour d'autres personnes soutenant les personnes en mouvement et agissant contre les politiques et institutions frontalières meurtrières de l'Europe. Des lieux occupés pour s'abriter ont été expulsés, les distributions de nourriture et d'aide aux postes frontières sont empêchées, les soulèvements dans les centres d'asile et de détention sont violemment écrasés, des personnes sont placées en cellule d'isolement, se voient refuser une assistance médicale et juridique et sont brutalement expulsées.

L'Europe est construite sur une histoire de colonialisme, d'esclavage, d'impérialisme, d'extractivisme et d'exploitation qui se poursuit aujourd'hui. Les politiques frontalières de l'UE institutionnalisent cette violence, cette injustice et cette inégalité. L'UE et ses États membres doivent en assumer la responsabilité et doivent s'employer à construire des communautés et non des murs. La voie actuellement suivie ne résout aucun problème, au contraire elle l'extériorise avec violence, comme le démontre l'étroite coopération de l'Italie et son soutien financier et matériel aux garde-côtes libyens, qui se rendent constamment coupables de violences et de répression à l'encontre des personnes en mouvement.

Nous sommes indéfectiblement solidaires des personnes en mouvement et de celles et ceux qui les soutiennent. Chacun.e devrait être libre de se déplacer et de vivre - mais personne ne devrait être forcé de se déplacer. La militarisation des frontières n'est pas la solution. D'autres politiques migratoires sont possibles et nécessaires, basées sur l'analyse des causes et des responsabilités de la migration forcée, basées sur la solidarité.

Libérez Mimmo et mettez fin à la persécution des personnes en mouvement et de ceux qui les soutiennent.

La solidarité ne sera jamais un crime.

Signé par :

Ajoutez le nom de votre groupe ou organisation ici : <https://framaforms.org/open-letter-in-solidarity-with-mimmo-lucano-1633529603>